

future que prendront le Fonds et la Banque sur l'endettement, puisqu'elle touche directement la capacité ou la volonté des gouvernements débiteurs d'entreprendre de difficiles programmes de restructuration à moyen terme et, à la longue, de délaissier les banques pour essayer de se financer au moyen de capitaux propres, puisque c'est ce qu'elles doivent faire. A cet égard, un excellent exemple de la relation qui existe entre l'endettement, le développement et le commerce est le problème de l'insuffisance flagrante des marchés financiers dans les pays débiteurs d'Amérique latine, sans doute le principal empêchement structurel à la restauration de leur solvabilité et de leur croissance. Ces marchés inefficaces et superficiels représentent "l'héritage de quatre décennies de réglementation et d'intermédiation de la part des pouvoirs publics à l'égard des marchés financiers"(2). Pendant les années 1970, ces pays pouvaient réellement camoufler l'effet de ces lacunes puisqu'il leur était facile d'emprunter des banques commerciales à des taux d'intérêt fermes ou mêmes inexistants, mais ce n'est évidemment pas le cas aujourd'hui ni pour un avenir prévisible. L'amélioration des marchés financiers constitue une condition indispensable pour quiconque désire mobiliser l'épargne intérieure, accroître l'efficacité des investissements nationaux, obtenir de nouveaux capitaux et rapatrier les capitaux en fuite. Or, on n'a même pas abordé cette question fondamentale pendant la longue discussion sur les services au cours des négociations du GATT.